Quatre remarques à la suite du second tour des législatives de dimanche dernier.

1. La gauche a fait, entre les deux tours, une remontée spectaculaire.

C'est une vraie motif de satisfaction, non seulement pour tous ceux qui soutenaient les candidats de... Quatre remarques à la suite du second tour des législatives de dimanche dernier.

1. La gauche a fait, entre les deux tours, une remontée spectaculaire.

C'est une vraie motif de satisfaction, non seulement pour tous ceux qui soutenaient les candidats de gauche, mais aussi pour tous ceux qui sont attachés à la " bonne santé " de notre démocratie. En rééquilibrant très significativement la composition de l'Assemblée nationale par rapport à toutes les prévisions et à tous les sondages (cette fois largement contredits par les faits), les Français, se sont, certes, comportés en " fins politiques " pour reprendre la formule de Jacques Camus, refusant de donner à Nicolas Sarkozy une majorité écrasante, au détriment de l'équilibre et de l'équité. Mais il y a plus. Et tous ceux qui ont participé activement à la campagne électorale l'ont constaté sur le terrain. Au cours de la dernière semaine, les Français ont cessé de croire à l'abondance de promesses, notamment fiscales, qui avaient été déversées jour après jour. Ils se sont rappelés que, dans l'état où sont nos finances publiques, les largesses fiscales promises aux Français qui n'étaient pas les moins favorisés, devraient forcément avoir d'autres recettes en contrepartie. L'affaire de la TVA dite " sociale " a joué le rôle d'un formidable révélateur de cette vérité d'évidence. Une TVA qui augmenterait largement, mais qui, nous disait-on, n'aurait aucun effet négatif sur les prix, c'était, cette fois, ni compréhensible, ni crédible : il suffisait d'arpenter un marché pour s'en rendre compte ! Les Français ont clairement rappelé que la justice sociale restait un objectif fort. Puissent nos gouvernants d'aujourd'hui entendre ce message !

2. Les effets du mode de scrutin ne traduisent pas, dans un certain nombre de départements, comme le Loiret, le rapport de force issu des urnes.

Cela fait la quatrième fois – depuis 1993 ! – que le Loiret sera représenté par cinq députés sur cinq appartenant au même parti : aujourd'hui l'UMP. Pour avoir été élu trois fois député du Loiret, j'ai pu vérifier, au cours de ces trois mandats, combien il était utile pour un département d'être représenté à la fois par des députés de la majorité et de l'opposition ; j'ai pu mesurer concrètement combien une représentation pluraliste à l'Assemblée Nationale était préférable à la représentation monolithique que nous retrouvons aujourd'hui.

Les électeurs de droite ont été certes, plus nombreux que ceux de gauche lors de ce scrutin comme des précédents. Mais les quelques points d'écart ne me paraissent pas justifier l'absence de toute représentation des électeurs de gauche.

Ce mode de scrutin est archaïque ; l'archaïsme tient autant au " découpage Pasqua " dont il est facile de montrer qu'il est inique dans le Loiret, qu'à l'absence de toute forme de représentation proportionnelle.

J'ai déjà eu l'occasion de dire et décrire – et je confirme – que la responsabilité de cet état de fait est imputable aux derniers gouvernements – qu'ils soient de gauche ou de droite. Détestant la langue de bois, je redis donc que ces gouvernements ont eu tort : 1) de ne pas revoir ce découpage, cela d'autant plus que, même si l'on maintenait le mode de scrutin actuel, l'évolution démographique du Loiret impose – aux dires du Conseil constitutionnel – la création d'un sixième siège de député et donc un redécoupage des circonscriptions ; 2) de ne pas mettre en place une part de proportionnelle que je souhaiterais pour ma part – dans un souci d'équité et de juste représentation des suffrages – plus large que la " dose " régulièrement prescrite ou annoncée.

Permettez-moi enfin de rendre hommage à toutes les candidates et à tous les candidats socialistes du Loiret qui ont mené des campagnes actives, pugnaces, dynamiques, dans le

respect des adversaires (ce qui n'a pas toujours été le cas à droite). Merci aussi à tous les candidats de gauche du premier tour qui les ont clairement soutenus dans les quatre circonscriptions où nous restions en lice au second tour.

3. L'évolution électorale à Orléans montre que notre capitale régionale n'est plus du tout la ville conservatrice qu'on a pu connaître dans les dernières décennies.

On me permettra une remarque sur la ville d'Orléans.

Le score de Ségolène Royal avait déjà – on s'en souvient – été tout à fait remarquable à Orléans. Celle-ci avait en effet obtenu 48,24 % des suffrages au second tour de la présidentielle, soit 1,4% de plus que la moyenne nationale, ce qui était sans précédent depuis...1958.

En effet, à toutes les élections présidentielles (et aux législatives également), le score d'Orléans était jusque-là d'environ quatre points plus à droite que le score national. Cela s'est encore vérifié, en 1995, lors du scrutin présidentiel opposant Jacques Chirac à Lionel Jospin.

Les choses ont donc bien changé.

On pouvait s'attendre qu'il en aille autrement aux législatives avec la " vague bleue " annoncée. Or les résultats de l'élection législative viennent confirmer ceux de la présidentielle. Le score des trois candidats de gauche (48,08%) est en effet sensiblement le même que celui de Ségolène Royal, avec cette fois-ci (la précision est importante), un taux élevé d'abstentionnistes et notamment d'abstentionnistes de gauche. Cela montre que cette ville est désormais politiquement très ouverte au plan national, comme elle l'a été au plan local. Orléans n'est donc plus la " ville conservatrice " qu'on pouvait présenter de manière un peu caricaturale. Je ne m'en plaindrai pas.

4. La gauche et tout particulièrement le Parti socialiste doivent tirer les leçons des élections présidentielle et législatives et se tourner vers l'avenir.

Je serai court sur ce dernier point. J'aurais, en effet, l'occasion d'y revenir longuement.

Les élections qui viennent d'avoir lieu montrent à l'évidence que la gauche et le Parti socialiste doivent s'engager sur la voie du renouveau.

Ce renouveau doit porter sur l'analyse de notre société et du nouveau contexte mondial et européen, sur les réponses à apporter et les propositions à faire pour conjuguer initiative et solidarité, développement économique et justice sociale, respect des aspirations individuelles et attachement à l'intérêt général et au bien commun.

Ce travail, important, qu'il ne faudra pas mener en vase clos, est l'absolue priorité du moment. C'est à cela que nous devons nous consacrer maintenant. Et pour ce faire, il est indispensable de laisser au vestiaire la querelle des égos.